



STOP AUX OPÉRATIONS MILITAIRES NÉOCOLONIALES DE LA FRANCE SOUS PRÉTEXTE DE LUTTE CONTE LE TERRORISME

NPA

TROUPES FRANÇAISES HORS D'AFRIQUE !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 24 FEVRIER 2022

SERVAL, BARKHANE : FIASCO ET ENLISEMENT

En 2013, avec l'opération Serval, Hollande prétendait libérer le Mali de la menace terroriste. Neuf ans plus tard, la présence de groupes terroristes armés s'est étendue à toute la région.

Depuis 2014, la France a pourtant embarqué avec elle dans l'opération Barkhane la Mauritanie, le Niger, le Tchad, le Burkina, le Mali et quelques contingents européens. Cela n'a pas empêché l'enlèvement dans une guerre sans fin, et une présence militaire française de plus en plus mal ressentie, en particulier au Burkina et au Mali. Macron vient donc de décider le retrait progressif des troupes françaises du Mali et un redéploiement de l'opération Barkhane dans d'autres pays voisins, dont le Niger.

LE TERRORISME NE VIEN PAS DE NULLE PART

Dans l'Afrique située au sud du Sahara (Sahel), les groupes terroristes et/ou religieux extrémistes prospèrent sur les frustrations sociales des populations et leur ressentiment contre des élites corrompues et des chefs d'Etat généralement à la solde de la France.

Malgré les indépendances, un système de domination néocolonial baptisé « Françafrique » a continué au bénéfice des grandes entreprises françaises qui ont pu continuer de piller les richesses des pays concernés, et profiter des privatisations imposées, avec l'accord de la France, par le Fonds Monétaire International. Pour la majorité de la population est restée la grande pauvreté, des services publics délabrés et une absence totale de perspective. Et quand cette situation et l'ampleur de la corruption aux sommets des Etats ont suscité des soulèvements populaires, ils ont été violemment réprimés. Au bout du compte : un désenchantement, des frustrations et une colère sociale qui sert de terreau à des groupes extrémistes de toutes sortes.

MALI - SAHEL : LA GUERRE SANS ISSUE D'UN IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN DÉCLIN

D'après Hollande ou Macron, la lutte contre le terrorisme serait la justification première de l'envoi de troupes au Mali et de leur déploiement au Sahel. Mais qui peut croire cela, tant les pays de la région présentent un intérêt majeur pour la France ?

Dès février 2013, l'hebdomadaire patronal « Challenges » disait: « *Au Mali, la France sécurise aussi les sous-sols du Sahel* ». A commencer évidemment par l'uranium du Niger, vital pour l'industrie nucléaire.

Et face aux appétits chinois et américains en Afrique, la France tient à préserver ses intérêts stratégiques: par des interventions militaires de type néocolonial s'il le faut, comme elle l'a fait de nombreuses fois depuis 50 ans.

HALTE A L'IMPÉRIALISME NÉOCOLONIAL HORS D'AFRIQUE TOUTES LES TROUPES FRANÇAISES

Vingt ans de guerre en Afghanistan ou ailleurs aurait pourtant dû servir de leçon. Le terrorisme ne s'élimine pas par la guerre.

En Afrique comme ailleurs, il faut assécher le terrain sur lequel il prospère.

Pour cela, les populations africaines qui aspirent à mieux vivre et à se débarrasser de régimes politiques corrompus ont besoin de notre solidarité.

Faisons vivre ici en France l'exigence d'une rupture radicale dans nos relations avec l'Afrique : en finir cette domination néocoloniale, retirer les troupes françaises de tout le continent africain.

Au nom d'un gouvernement ulcéré par la claquer qui représente l'expulsion du Mali de l'ambassadeur de France, le ministre Le Drian a eu le culot de dénoncer le caractère « illégitime » de la junte au pouvoir au Mali. Alors que du Cameroun au Tchad, en passant par le Gabon ou le Congo, ils soutiennent sans faille tous les dictateurs en place.

Les peuples africains ne sont pas dupes. C'est à eux que doit aller notre solidarité.

MACRON ANNONCE LA RETRAITE DU MALI



LES BRUITS DE BOTTES EN UKRAINE NOUS CONCERNENT

Depuis le 20 février, les tensions en Ukraine, en plein cœur de l'Europe, ont franchi un cap supplémentaire. Alors que depuis 8 ans, l'affrontement entre « séparatistes » pro-russes et soldats ukrainiens a déjà fait 14.000 morts, la Russie vient de reconnaître l'indépendance des « Républiques séparatistes » autoproclamées du Donbass - Donetsk et Louhansk - prélude à une probable annexion de ces régions. En réaction, la vice-présidente des États-Unis a annoncé des sanctions « *importantes et sans précédent contre la Russie* ». En France, Emmanuel Macron a même réuni un conseil de Défense en présence de Florence Parly, ministre des Armées.

UNE POLITIQUE AGRESSIVE DE LA RUSSIE

Oui, Vladimir Poutine est un dirigeant autoritaire et réactionnaire: ses opposants politiques sont assassinés ou emprisonnés, les droits des personnes LGBT réprimés, les droits syndicaux bafoués, les grèves réprimées. En janvier dernier, c'est encore Poutine qui a fourni 3.000 soldats au dictateur du Kazakhstan pour réprimer une insurrection ouvrière. Et à l'été-automne 2020, c'était déjà lui qui avait apporté son aide au dictateur biélorusse contre une révolte populaire massive. Alors, il n'est absolument pas question d'accorder un quelconque soutien à ce régime ultra-réactionnaire

... EN RÉACTION AUX AGRESSIONS DE L'OTAN

Cependant, dans le conflit actuel, les pays occidentaux membres de l'OTAN - notamment les États-Unis et la France - portent une très lourde responsabilité. Depuis les années 1990, l'OTAN n'a cessé de s'élargir toujours plus loin vers l'est de l'Europe, aux portes de la Russie.

Et dans ce conflit opposant la Russie et les pays occidentaux, Macron a trouvé le culot de se poser en défenseur de la paix. Sauf que maintenant qu'il a été sèchement envoyé dans les cordes par Poutine, il s'aligne sur les autres États occidentaux pour dénoncer une atteinte à la souveraineté de l'Ukraine et au droit à l'autodétermination des peuples. Belle hypocrisie lorsqu'on connaît la politique de la France en Afrique !

ARRÊTER LE BRAS ARMÉ DES MULTINATIONALES

Mais en réalité, ni Poutine, ni Macron, ni Biden, n'ont pour préoccupation les intérêts des peuples. Derrière cette escalade militaire des grandes puissances qui jouent avec le feu, il y a évidemment les rapacités et rivalités économiques qui s'exacerbent entre « grands » dans le monde: USA, Europe, Russie, Chine. Ce bal des vautours capitalistes tourne à la multiplication de guerres et à des menaces accrues de conflits où sont plongés les peuples.

Seul un élan de solidarité entre les travailleurs et les peuples, par delà les frontières, peut et doit arrêter ces bras armés.

RETRAITES : MACRON ENVISAGE UNE RÉFORME AU PAS DE CHARGE

En 2019, d'énormes mobilisations ont dénoncé l'injustice du système de retraites par « points » voulu par Macron. Avec le Covid, le projet a été mis en sourdine, mais pas abandonné. D'après Frédéric Sève, responsable du dossier à la CFDT, le nouveau projet de Macron se concentrerait sur un recul de l'âge légal du départ à la retraite. Avec dans toutes les têtes un passage de 62 à 64 ans. Une injustice flagrante pour ceux et celles qui commencent à travailler jeunes. Si on ne change pas les règles actuelles, une personne née en 1962 qui a commencé à travailler à 20 ans pourra partir avec une retraite à taux plein à 62 ans en 2024, grâce à ses 42 ans de cotisations. Avec le recul de l'âge légal à 64 ans elle devra travailler deux ans de plus. Une injustice qui pénaliserait particulièrement les jeunes de milieux populaires qui ne peuvent pas faire d'études longues. Mais pour Aurore Bergé, députée LREM citée par Médiapart le 18 février : « *Tout le monde a compris que cette réforme est indispensable. Il faut la faire passer immédiatement* ». Au pas de charge, si on comprend bien, juste après l'élection présidentielle.

ASSEZ DE DÉMAGOGIE

SUR LE DOS DES ALLOCATAIRES DU RSA

Vivre correctement de son travail plutôt que d'aides sociales : c'est ce que voudrait l'immense majorité des allocataires du RSA. Pour eux, les discours démagogiques qui les présentent comme des gens qui se la coulent douce pendant que les autres se lèvent tôt pour bosser résonnent comme une insulte.

Dans la même veine, Valérie Pécresse, candidate LR à la présidentielle, veut les obliger à travailler 15h par semaine. Mais alors pourquoi pas un « vrai » travail, avec un « vrai salaire », et l'ouverture de droits à pôle Emploi ? En l'absence de tout cela, il ne reste que la volonté de culpabiliser ceux et celles qui soi-disant « profitent » des aides sociales. Alors même qu'un récent rapport remis au gouvernement prouve qu'au moins un tiers des foyers qui y auraient droit ne perçoivent pas le RSA, ce qui permet une économie pour l'Etat de 12 milliards par an. Là est le scandale. Sans compter un autre. Il faudrait exiger des plus pauvres des contreparties aux allocations qu'ils touchent, alors qu'il n'en est jamais question quand l'Etat multiplie les cadeaux aux entreprises en diminution d'impôts ou cotisations sociales : un assistanat qui coûte des milliards.

Prenez contact avec le NPA Rouen:
correspondance@npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique